

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 15/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

YSCO FRANCE

53 avenue de la 2e DB
CS 40 223
61200 Argentan

Références : 61 / 2026-46
Code AIOT : 0005303622

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2026 dans l'établissement YSCO FRANCE implanté 53 avenue de la 2e DB CS 40 223 61200 Argentan. L'inspection a été annoncée le 16/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre de l'action régionale d'inspection sur la thématique du tri des déchets 9 flux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- YSCO FRANCE
- 53 avenue de la 2e DB CS 40 223 61200 Argentan

- Code AIOT : 0005303622
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société YSCO FRANCE, site industriel agroalimentaire basé à Argentan, est spécialisée dans la production de crèmes glacées pour marques de distributeurs.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contenu des bennes à destination de l'élimination	Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-3-I, III et IV	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Justification obligations de tri avant élimination	Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-4-I	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Traçabilité : registre des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Tri à la source	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L.541-21-2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Stockage palettes	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II-2III	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Attestation de valorisation	Code de l'environnement du 16/07/2021, article D543-284	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place de nombreux dispositifs de tri à la source. Néanmoins, des axes d'amélioration subsistent, notamment en ce qui concerne l'optimisation du tri et la valorisation de ses déchets. De plus, l'exploitant doit mettre en place un registre des déchets conforme à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. Le stockage des palettes doit être distant de 10 mètres des bâtiments.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu des bennes à destination de l'élimination

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-3-I, III et IV
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu des bennes – rapport de caractérisation
Prescription contrôlée : I.- L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après : 1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ; 2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets ; 3° A compter du 1er janvier 2024, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 30 %, en masse, de biodéchets ; 4° A compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou autres contenants concernés dont le contenu est constitué à plus de 30 %, en masse, de déchets textiles ; 5° A compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 70 %, en masse, de l'ensemble des déchets mentionnés aux 1° à 4° ; 6° A compter du 1er janvier 2028, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 50 %, en masse, de l'ensemble des déchets mentionnés aux 1° à 4°.[...] III.- [...] 1° A compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés comportant plus de 65 %, en masse, de biodéchets ainsi que de déchets relevant du principe de responsabilité élargie du producteur en application de l'article L. 541-10-1 ; [...] IV.- L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : 1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ; [...]
Constats : Dans sa déclaration GERE (Gestion des Rejets et des Polluants) pour l'année 2024, l'exploitant a indiqué avoir produit 301,46 tonnes de déchets relevant du code 20 03 01 (déchets municipaux en mélange) traités selon le code D13, correspondant à une opération de mélange ou regroupement avant une opération d'élimination. L'exploitant informe qu'actuellement un cabinet consultant étudie des pistes d'amélioration de la production et par conséquent, travaille également pour réduire la quantité de déchets (étude de janvier à juin 2026). Depuis la dernière visite d'inspection sur la thématique des déchets en 2022, l'exploitant a mis en place une machine permettant le conditionnement en balle des emballages « flowpack » non

souillés.

L'inspection a porté sur l'ensemble du site afin de vérifier le contenu des bennes de déchets « ultimes » destinés à l'élimination par enfouissement. Il a été constaté la présence de déchets valorisables, tels que du carton, du papier, des gobelets en carton (provenant de la fontaine à eau mise à disposition du personnel) et des films plastiques dans les poubelles de déchets « ultimes » (voir les illustrations 1 à 5 de l'annexe photos).

Il a également été constaté que deux typologies d'emballages triés à la source sont orientés vers l'élimination : les sacs en papiers kraft servant au conditionnement du sucre en poudre et les emballages « aluminisés » ayant contenu des amandes (voir illustrations 7 et 8 de l'annexe photos).

Par ailleurs, une benne « DIB » (déchets industriels banals) située en extérieur contient des déchets devant être triés à la source notamment des plaques de placo-plâtres, des cartons et du papier (voir illustration 6 de l'annexe photos).

En outre, plusieurs dispositifs de tris à la source sont mis en place sur le site : le carton, les papiers (provenant des bureaux), les seaux en plastique, les bidons en fer, les réceptacles hors d'usage non souillés, les bâtonnets en bois, les sachets plastiques, les glassines, le bois, les palettes, les biodéchets (traités par un dé-conditionneur qui permet de séparer la pulpe des emballages). Les biodéchets sont également triés au niveau de la cantine du site.

Certains cartons d'emballages sont réexpédiés aux fournisseurs en vue de leur réutilisation.

Le site est équipé de deux compacteurs (plastiques et cartons).

L'exploitant présente le rapport de caractérisation 2024 de sa benne de déchets « ultimes ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- trouver des filières de valorisation des emballages triés à la source (sacs en kraft / "aluminisé") ;
- mettre en place un plan d'action afin d'améliorer le tri dans les ateliers et la valorisation des déchets ;
- étudier les possibilités de valorisation énergétique des déchets plastiques non valorisables ;
- caractériser la benne de déchets ultimes pour l'année 2026.

L'exploitant transmettra les éléments justificatifs à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Justification obligations de tri avant élimination

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-4-I

Thème(s) : Risques chroniques, Installation de stockage et d'incinération

Prescription contrôlée :

I- Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les

<p>obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2. A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :</p> <p>1° La liste de leurs obligations de tri ;</p> <p>2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.</p> <p>L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente son justificatif du respect de ses obligations de tri datant de 2024 disponible sur la plateforme de son prestataire de collecte de déchets.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que cette obligation incombe aux producteurs de déchets, qui doit fournir à son prestataire de regroupement une attestation confirmant le respect de ses obligations de tri préalablement à tout envoi vers une installation d'élimination.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre son justificatif attestant du respect de ses obligations de tri pour l'année 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Attestation de valorisation

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2021, article D543-284</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Attestation de valorisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.</p> <p>Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.</p> <p>Les attestations mentionnées aux deux alinéas précédents peuvent être délivrées par voie électronique.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant présente les attestations de valorisation 2025 correspondant aux déchets suivants :

- 51,12t plastique,
- 384t papier/carton,
- 5,1t et 334,41t de biodéchet,
- 5t plastique,
- 25t carton A5,
- 11t bois B
- 5t bois B,
- 6t Alu/fer,
- 1t ferraille à découper,
- 2t ferraille à cisailer,
- 3t inox,
- 3t plastique,
- 62t carton A5.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traçabilité : registre des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité : registre des déchets

Prescription contrôlée :

I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

Constats :

L'exploitant a présenté plusieurs registres accessibles sur les plateformes informatiques des prestataires de collecte de déchets auxquels il fait appel, ainsi qu'un tableau de suivi interne. Les documents sont disparates et incomplets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un registre des déchets dont le contenu sera conforme à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Tri à la source

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L.541-21-2

Thème(s) : Risques chroniques, Interdiction de mélange : déchets collectés en vue d'une valorisation
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets met en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de ses déchets, notamment du papier, des métaux, des plastiques, du verre, du bois et des textiles. [...]
Constats : Les déchets sortant du dégrillage de la station d'épuration (STEP) sont majoritairement des biodéchets contenant également des morceaux de plastiques (voir illustration 13 de l'annexe photos), empêchant leur valorisation (en méthanisation par exemple). L'exploitant estime remplir deux bacs par semaine soit entre 200 et 400kg. Ce déchet est ensuite dirigé vers la benne de déchets « ultimes ».
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'identifier et d'éliminer à la source les plastiques avant qu'ils n'atteignent le réseau des eaux usées sous 3 mois. Il contrôlera l'efficacité des actions engagées en caractérisant les déchets provenant du dégrillage de la STEP. Il transmet l'ensemble des justificatifs à l'inspection des installations classées sous 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Stockage palettes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II-2III
Thème(s) : Risques accidentels, Distance stockage
Prescription contrôlée : Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt. La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres. [...]
Constats : Le jour de la visite d'inspection, il a été constaté des stocks extérieur de palettes dont la distance est inférieure à 10 mètres des bâtiments : au niveau du magasin des matières premières et au niveau de l'atelier de palettisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de respecter la distance d'espacement de stockage de 10 mètres des

bâtiments.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours